

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 99 — 239

[C - 98/31517]

19 NOVEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la Directive du Conseil des Communautés européennes 91/676/CEE du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines;

Vu l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement, donné le 27 octobre 1998;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence résultant de la nécessité de transposer en droit bruxellois formellement et sans délai la directive 9/676/CEE du 12 décembre 1991 concernant la pollution par les nitrates à partir des sources agricoles en raison du refus de la Commission de considérer cette directive comme inapplicable en Région de Bruxelles-Capitale vu le caractère marginal des exploitations agricoles;

Considérant l'avis motivé adressé à la Belgique le 24 avril 1998 par la Commission européenne et le délai restreint laissé pour se conformer à cet avis;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « IBGE » : Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement;

2° « Ministre » : le Ministre ayant la Politique de l'eau dans ses attributions;

3° « Ministère » : les Services B4 et A5 de l'Administration de l'Équipement et de la politique des Déplacements du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

4° « eaux douces » : les eaux qui se présentent à l'état naturel avec une faible teneur en sels et généralement considérées comme pouvant être captées et traitées en vue de la production d'eau potable;

5° « eaux souterraines » : toutes les eaux se trouvant sous la surface du sol dans la zone de saturation et qui sont en contact avec le sol ou le sous-sol;

6° « composés azotés » : toute substance contenant de l'azote, à l'exception de l'azote moléculaire gazeux;

7° « animaux » : tous les animaux élevés à des fins d'exploitation ou à des fins lucratives;

8° « fertilisant » : toute substance contenant un ou des composés azotés épandue sur les sols afin d'améliorer la croissance de la végétation, y compris les effluents d'élevage, les résidus des élevages piscicoles et les boues d'épuration;

9° « engrais chimiques » : tout fertilisant fabriqué selon un procédé industriel;

10° « effluent d'élevage » : les déjections d'animaux ou un mélange de litière et de déjections d'animaux, même s'ils ont subi une transformation;

11° « épandage » : l'apport au sol de matières par projection à la surface du sol, injection, enfouissement ou brassage avec les couches superficielles du sol;

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 239

[C - 98/31517]

19 NOVEMBER 1998. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering inzake de bescherming van het water tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op Richtlijn 91/676/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 12 december 1991 inzake de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen de verontreiniging;

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de grondwateren;

Gelet op de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu van 27 oktober 1998;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzaak om onverwijld richtlijn 9/676/EEG van 12 december 1991 inzake de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen uitdrukkelijk in de Brusselse wetgeving om te zetten vermits de Commissie weigerde aan te nemen dat deze richtlijn ontoepasbaar zou zijn gezien het uitzonderlijk laag aantal landbouwbedrijven in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende het met redenen omkleed advies dat de Europese Commissie op 24 april 1998 aan België heeft gericht en de beperkte termijn om aan dit advies te voldoen;

Op voorstel van de Minister van Leefmilieu,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° « BIM » : Brussels Instituut voor Milieubeheer;

2° « Minister » : de Minister bevoegd voor Waterbeleid;

3° « Ministerie » : de Diensten B4 en A5 van het Bestuur Uitrusting en Vervoer van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

4° « zoet water » : van nature voorkomend water met een laag gehalte aan zouten dat meestal geschikt wordt bevonden voor onttrekking en behandeling voor de bereiding van drinkwater;

5° « grondwater » : al het water dat zich onder het bodemoppervlak in de verzadigde zone bevindt en dat in direct contact met de bodem of de ondergrond staat;

6° « stikstofverbindingen » : elke stikstof bevattende stof, met uitzondering van gasvormige moleculaire stikstof;

7° « dieren » : alle voor gebruiks- of winstdoeleinden gehouden dieren;

8° « meststof » : elke één of meer stikstofverbindingen bevattende stof die op het land wordt gestrooid ter bevordering van de gewasgroei, met inbegrip van dierlijke meststof, afval van visteeltbedrijven en zuiveringsslib;

9° « kunstmest » : elke met een industrieel proces vervaardigde meststof;

10° « dierlijke mest » : dierlijke uitwerpselen of een mengsel van stalstrooi en dierlijke uitwerpselen alsook producten ervan;

11° « bemesting » : bodemverrijking door verspreiding op het bodemoppervlak, injectie in de bodem, het onderwerken of vermengen met de oppervlaktelagen;

12° « eutrophisation » : l'enrichissement de l'eau en composés azotés, provoquant un développement accéléré des algues et des végétaux d'espèces supérieures qui perturbe l'équilibre des organismes présents dans l'eau et entraîne une dégradation de la qualité de l'eau en question;

13° « pollution » : le rejet de composés azotés de sources agricoles dans le milieu aquatique, directement ou indirectement, ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux;

14° « zones vulnérables » : les terres dont les bassins versants alimentent des eaux susceptibles d'être polluées par des composés azotés d'origine agricole et désignées dans une liste arrêtée par le Ministre.

Art. 2. Le présent arrêté vise à :

1° réduire la pollution des eaux douces et des eaux souterraines provoquée ou induite par les nitrates à partir de sources agricoles;

2° prévenir toute nouvelle pollution de ce type.

Art. 3. Le Ministre désigne, s'il échet, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, des zones vulnérables suivant les critères repris à l'article 4.

Le Ministre réexamine, révisé, complète, au minimum tous les quatre ans, la liste des zones vulnérables désignées afin de tenir compte des changements et des facteurs imprévisibles au moment de la désignation précédente.

Art. 4. Les zones vulnérables sont déterminées en fonction des critères suivants :

1° pour les eaux douces de surface considérées, ce sont les zones du territoire qui alimentent et qui contribuent à la pollution de ces eaux de surface qui contiennent ou risquent de contenir, si les mesures prévues à l'article 6 ne sont pas prises, une concentration de nitrates supérieure à celle prévue par la Directive 75/440/CEE du 16 juin 1975 concernant la qualité requise des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les Etats membres.

2° pour les eaux souterraines considérées, ce sont les zones du territoire qui alimentent et qui contribuent à la pollution de ces eaux souterraines qui contiennent ou risquent de contenir, si les mesures prévues à l'article 6 ne sont pas prises, une concentration en nitrates supérieure à 50 milligrammes par litre.

Dans l'application de ces critères, il est également tenu compte :

1° des caractéristiques physiques et environnementales des eaux et des terres;

2° des connaissances actuelles concernant le comportement des composés azotés dans l'environnement (eaux et sols);

3° des connaissances actuelles concernant l'incidence des mesures prises conformément à l'article 6.

Art. 5. § 1^{er}. Le Code de bonne pratique agricole figurant à l'annexe I du présent arrêté s'applique à la protection de toutes les eaux souterraines et de toutes les eaux de surface par les nitrates d'origine agricole.

Ce Code est mis en œuvre volontairement par les agriculteurs sauf s'il est intégré à un programme d'action visé à l'article 6 auquel cas, il revêt un caractère obligatoire.

§ 2. Le Ministre organise la diffusion du Code de bonne pratique agricole auprès des agriculteurs.

Art. 6. § 1^{er}. Le Ministre établit pour les zones vulnérables un ou plusieurs programmes d'action ayant force obligatoire et visant à réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.

§ 2. Les programmes d'action incluent à tout le moins les mesures figurant à l'annexe II du présent arrêté ainsi que celles figurant dans le Code de bonne pratique agricole à l'exception de celles qui ont été remplacées par les mesures énoncées dans l'annexe II.

§ 3. L'IBGE veille au respect des programmes d'action et à cette fin met en place un programme de surveillance.

§ 4. Le Ministre réexamine et, le cas échéant, révisé les programmes d'action au minimum tous les quatre ans.

12° « eutrofiëring » een verrijking van het water door stikstofverbindingen die een versnelde groei van algen en hogere plantaardige levensvormen veroorzaken met als gevolg een verstoring van het evenwicht tussen de verschillende in het water aanwezige organismen en een verslechtering van de bewuste waterkwaliteit;

13° « verontreiniging » : het direct of indirect lozen van stikstofverbindingen uit agrarische bronnen in het watermilieu waardoor de volksgezondheid in gevaar kan worden gebracht, de levende rijkdommen en het aquatisch ecosysteem kunnen worden geschaad, de recreatiemogelijkheden kunnen worden aangetast of een ander rechtmatig gebruik van het water kan worden gehinderd;

14° « kwetsbare zones » : stukken land waarvan de schuine hellingen afwateren in water dat verontreinigd kan worden door stikstofverbindingen uit agrarische bronnen; de Minister heeft de lijst van die stukken land opgesteld.

Art. 2. Dit besluit strekt ertoe :

1° de verontreiniging van het zoet en grondwater die wordt veroorzaakt of teweeggebracht door nitraten uit agrarische bronnen te verminderen;

2° verdere verontreiniging van dien aard te voorkomen.

Art. 3. Desgevallend duidt de Minister op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de kwetsbare zones aan op basis van de in artikel 4 bepaalde criteria.

De lijst van de aangeduide kwetsbare zones wordt minstens om de vier jaar opnieuw door de Minister bezien, herzien of aangevuld teneinde rekening te houden met veranderingen en bij de vorige aanduiding onvoorziene factoren.

Art. 4. De kwetsbare zones worden bepaald op basis van de volgende criteria :

1° voor het in aanmerking komende zoet oppervlaktewater gaat het om de zones van het grondgebied die een verontreiniging van dit oppervlaktewater veroorzaken of tot de verontreiniging ervan bijdragen, wanneer dit zoet oppervlaktewater een hogere nitraatconcentratie bevat of dreigt te bevatten dan de norm van richtlijn 75/440/EEG van 16 juni 1975 betreffende de vereiste kwaliteit van het oppervlaktewater dat is bestemd voor productie van drinkwater in de Lid-Staten.

2° voor het in aanmerking komend grondwater gaat het om de zones van het grondgebied die een verontreiniging van dit grondwater veroorzaken of tot de verontreiniging ervan bijdragen, wanneer dit grondwater een hogere nitraatconcentratie dan 50 milligram per liter bevat of dreigt te bevatten indien de maatregelen waarin artikel 6 voorziet, achterwege blijven.

Bij het toepassen van deze criteria wordt tevens met de volgende elementen rekening gehouden :

1° de fysische en milieukeurmerken van het water en het land;

2° de huidige kennis van het gedrag van stikstofverbindingen in het milieu (water en bodem);

3° de huidige kennis van het effect van de overeenkomstig artikel 6 genomen maatregelen.

Art. 5. § 1. De in bijlage I bij dit besluit opgenomen Code van goede landbouwpraktijken heeft betrekking op de bescherming van al het grond- en oppervlaktewater van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen.

Deze Code dient vrijwillig door de landbouwer te worden nageleefd behalve indien hij in een onder artikel 6 bedoeld actieprogramma wordt opgenomen, in welk geval hij bindende kracht krijgt.

§ 2. De Minister zorgt ervoor dat de Code van goede landbouwpraktijken bij de landbouwers bekend wordt gemaakt.

Art. 6. § 1. De Minister stelt voor de kwetsbare zones een of meerdere actieprogramma's op die bindende kracht hebben en ertoe strekken de verontreiniging van het water door nitraten uit agrarische bronnen te verminderen.

§ 2. De actieprogramma's bevatten minstens de maatregelen die in bijlage II bij dit besluit vermeld zijn alsook deze die in de Code van goede landbouwpraktijken voorkomen, met uitzondering van de maatregelen die door die van bijlage II vervangen zijn.

§ 3. Het BIM ziet erop toe dat de actieprogramma's nageleefd worden en stelt hiertoe een controleprogramma op.

§ 4. De actieprogramma's worden minstens om de vier jaar opnieuw door de Minister bekeken en desnoods herzien.

Art. 7. Afin de désigner les zones vulnérables, d'en réviser la liste établie et d'évaluer l'efficacité des programmes d'action, une surveillance générale de la teneur en nitrates dans les eaux est organisée par l'IBGE de la façon suivante :

1° le Ministère et l'IBGE établissent un réseau conjoint de surveillance des nitrates dans les eaux douces de surface et les eaux souterraines qu'ils complètent par les renseignements fournis par les producteurs d'eau;

2° les exploitants de prises d'eau souterraine potabilisable effectuent à la fréquence prévue au tableau repris en annexe III, les analyses d'échantillons représentatifs de l'eau brute et portant sur les paramètres suivants : azote ammoniacal, nitrites et nitrates (résultats exprimés respectivement en mg NH₄, mg NO₂, mg NO₃ par litre). Ils fournissent les résultats des analyses à l'IBGE au moins tous les quadrimestres.

Art. 8. L'IBGE rédige tous les quatre ans un rapport portant sur les quatre années précédentes et contenant les informations visées à l'annexe IV.

Art. 9. Les composés azotés dans les engrais chimiques sont mesurés selon les méthodes de mesure de référence reprises à l'annexe V.

Bruxelles, le 19 novembre 1998.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE.
Le Ministre de l'Environnement,
D. GOSUIN

Art. 7. Om de kwetsbare zones te bepalen, de lijst ervan te herzien en de doeltreffendheid van de actieprogramma's te beoordelen, ziet het BIM als volgt toe op het algemene nitraatgehalte van het water :

1° het Ministerie en het BIM zetten een gemeenschappelijk controle-net van de nitraten in het zoet oppervlaktewater en in het grondwater op touw. De gegevens van dit controlenet worden met de door de waterproducenten verstrekte inlichtingen aangevuld;

2° de uitbaters van winningen van tot drinkwater verwerkbaar grondwater, voeren volgens de in de tabel van bijlage III vastgelegde frequenties analyses uit van monsters die voor het ruwe water representatief zijn. Deze analyses omvatten de volgende parameters : ammoniumstikstof, nitrieten en nitraten (resultaten respectievelijk uitgedrukt in mg NH₄, mg NO₂, mg NO₃ per liter). Minstens om de vier maanden moet de uitbater de analyseresultaten aan het BIM meedelen.

Art. 8. Om de vier jaar stelt het BIM een verslag op dat op de voorbije vier jaar betrekking heeft en de in bijlage IV vermelde inlichtingen bevat.

Art. 9. De stikstofverbindingen van kunstmeststoffen worden gemeten volgens de in bijlage V beschreven referentiemeetmethodes.

Brussel, 19 november 1998.

Namens de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE
De Minister van Leefmilieu,
D. GOSUIN

Annexe I

Code de bonne pratique agricole

Règles à suivre

1. Du 1^{er} novembre au 1^{er} mars, l'épandage de lisier et de purin est interdit sur les sols non couverts de végétation, sauf si l'effluent est incorporé au sol le jour même de son application.

2. Lorsque la pente moyenne du sol est supérieure à 6%, l'épandage de lisier et de purin est interdit sur les sols non couverts de végétation, sauf si l'effluent est incorporé au sol le jour même de son application.

3. L'épandage de fertilisants est interdit sur sol enneigé. L'épandage de lisier et de purin est interdit sur sol gelé en permanence depuis plus de 24 heures.

4. L'épandage de fertilisants est interdit à moins de 10 mètres des crêtes de berges d'un cours d'eau ou d'un fossé.

5. Mesures en vue d'empêcher la pollution des eaux lors du stockage des effluents d'élevage ou des matières végétales :

le stockage du fumier à la ferme s'effectue sur une aire étanche avec récolte des jus d'écoulement;

le stockage du fumier aux champs se pratique en veillant à assurer l'absence ou la récolte des jus d'écoulement;

le stockage des matières végétales qui se pratique par ensilage s'effectue avec suffisamment de matière sèche pour éviter toute production de jus;

Toutes les précautions sont prises pour recueillir les jus éventuels.

les lisiers, purins et jus d'écoulement sont stockés dans des cuves étanches dépourvues de trop-plein de sorte qu'il n'y ait pas de rejet;

la capacité des cuves étanches est au minimum de quatre mois de stockage pour les effluents liquides.

Cette capacité minimale est tirée des données reprises dans le tableau suivant :

Volume moyen de production d'effluents fluides par période de quatre mois :

Catégorie	Caillebotis et grillés Lisier	Stabulation entravée Purin	Stabulation libre semi paillée Lisier
	m ³ /animal/4 mois		
Vaches laitières	6,0	1,2	3,5
Vaches allaitantes (poids moyen 650kg)	5,0	1,0	2,9
Vaches réforme	5,0	1,0	2,9
Bovins 1 an (poids moyen 125kg)	1,2	0,25	0,7
Bovins 1-2 ans (poids moyen 325kg)	3,0	0,6	1,8
Bovins + 2 ans	5,0	1,0	2,9
Taurillons 6-12 mois	2,4	0,5	1,5
Taurillons + 1 an (poids moyen 500kg)	4,8	1,0	2,8
	Caillebotis	Paillées avec une récolte urine	
Porcs à l'engrais	0,5	0,2	
Truies en production	2,1	0,7	
	m ³ /1.000 animaux/4 mois		
Poules pondeuses	20-25		
Poules et poulettes	20-25		
Oies, dindons	30		
Pintades, canards	20-25		
6. Les modes d'épandage des fertilisants : niveau et uniformité.			
6.1. Le niveau :			
Les épandages de fertilisants ne sont autorisés que pour couvrir les besoins physiologiques des végétaux. A cette fin, il y a lieu de respecter les besoins de chaque culture suivant les indications reprises dans les tableaux ci-après :			
Fumure azotée maximale sur le champ suivant le type de culture			
Sans apport d'effluents d'élevage ou d'azote sous forme organique			
Cultures	Azote sous forme minérale (kg par ha/an)		
Betterave	180		
Mais	180		
Colza	225		
Pomme de terre	225		
Froment d'hiver	170		
Céréales de printemps	100		
Escourgeon	170		
Chicorée	30		
Lin	60		
Haricots	50		
Pois	30		
Jachère spontanée	0		

Avec apport d'effluents d'élevage

Cultures	Azote sous forme organique (kg par ha/an)	Azote sous forme minérale (kg par ha/an)
Betterave	210	120
Maïs	210	120
Colza	185	145
Pomme de terre	185	145
Froment d'hiver		150
Céréales de printemps		80
Escourgeon		160
Chicorée		0
Lin		50
Haricot		40
Pois		0
Jachère spontanée		0

Lorsqu'il y a production de fumier, on peut considérer comme normal un apport annuel de 12 à 13 t par ha et par an. Cet apport est généralement réalisé en une fois à la tête de rotation, soit au total plus ou moins 40 t pour une rotation de trois ans, ce qui correspond, avec le fumier, à un apport moyen de 200-210 kg/ha/3 ans d'azote organique.

La même quantité d'azote peut aussi être obtenue avec 45 t de lisier de bovin, 35 t de lisier de porc ou bien encore 22 t de lisier de volaille.

Fumure azotée maximale sur prairies fauchées ou pâturées

En prairie, l'apport d'effluent d'élevage équivalant à 200 kg/ha d'azote est suivi de plusieurs applications échelonnées dans le temps de 40 à 50 kg/ha d'engrais minéraux, sans toutefois dépasser le total de 350 kg/ha/an.

La correspondance de la production azotée dans les effluents d'élevage par catégorie d'animaux se fait suivant le tableau repris ci-après :

Catégories d'animaux	kg N/tête/an
Bovins :	
Vaches laitières	99.00
Vaches allaitantes	73.00
Vaches de réformes	73.00
Bovins (0 à 1 an)	14.00
Bovins (1 à 2 ans)	37.00
Bovins de plus de 2 ans	73.00
Taurillons (6 à 12 mois)	28.00
Taurillons (1 an et plus)	56.00
Porcins :	
Porcs à l'engrais	11.60
Truies en production	32.40
Volailles :	
Poules pondeuses	0.56
Poules et poulettes	0.24
Poulets de chair	0.43
Coqs de reproduction	0.43
Canards, oies, dindons	0.81
Pintades	0.51
Ovins et caprins :	
Moins de 1 an	13.20
Plus de 1 an	26.40
Lapins :	
Lapines mères	3.60
Equins	63.00

6.2. L'uniformité de répartition :

De par sa construction, son réglage et son état, le matériel d'épandage doit permettre d'assurer une régularité de répartition des fertilisants.

Le matériel d'épandage adéquat est utilisé en bon état de marche et seulement pour les quantités et les largeurs d'épandage permises par le constructeur.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 novembre 1998 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles.

Le Ministre-Président,

Ch. PICQUE.

Le Ministre de l'Environnement,

D. GOSUIN

Annexe II

Mesures à inclure dans les programmes d'action

1. Les mesures comportent des règles concernant :

1) les périodes durant lesquelles l'épandage de certains types de fertilisants est interdit;

2) la capacité des cuves destinées au stockage des effluents d'élevage; celle-ci doit dépasser la capacité nécessaire au stockage durant la plus longue des périodes d'interdiction d'épandage dans la zone vulnérable, sauf s'il peut-être démontré à l'autorité compétente que le volume d'effluents d'élevage qui dépasse la capacité de stockage réelle sera évacué d'une manière inoffensive pour l'environnement;

3) la limitation de l'épandage des fertilisants, conformément aux bonnes pratiques agricoles et compte tenu des caractéristiques de la zone vulnérable concernée, notamment :

de l'état des sols, de leur composition et de leur pente;

des conditions climatiques, des précipitations et de l'irrigation;

de l'utilisation des sols et des pratiques agricoles, notamment des systèmes de rotation des cultures;

et fondée sur un équilibre entre :

i) les besoins prévisibles en azote des cultures

et

ii) l'azote apporté aux cultures par le sol et les fertilisants correspondant à :

- la quantité d'azote présente dans le sol au moment où les cultures commencent à l'utiliser dans des proportions importantes (quantités restant à la fin de l'hiver);

- l'apport d'azote par la minéralisation nette des réserves d'azote organique dans le sol;

- les apports de composés azotés provenant des effluents d'élevage;

- les apports de composés azotés provenant des engrais chimiques et autres composés.

2. Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris les animaux eux-mêmes, ne dépasse pas une quantité donnée par hectare.

Cette quantité donnée par hectare correspond à la quantité d'effluents contenant 170 kilogrammes d'azote. Toutefois :

pour le premier programme d'action quadriennal, une quantité d'effluents contenant jusqu'à 210 kilogrammes d'azote peut être autorisée;

pendant le premier programme d'action quadriennal et à l'issue de ce programme, des quantités différentes de celles indiquées ci-avant peuvent être fixées. Ces quantités doivent être déterminées de sorte à ne pas compromettre la réalisation des objectifs visés à l'article 2 et doivent se justifier par des critères objectifs, tels que :

- des périodes de végétation longues;

- des cultures à forte absorption d'azote;

- des précipitations nettes élevées dans la zone vulnérable;

- des sols présentant une capacité de dénitrification exceptionnellement élevée.

3. Les quantités visées au point 2 peuvent être calculées en fonction du nombre d'animaux.

4. La Région de Bruxelles-Capitale informe la Commission européenne de la manière dont elle applique le point 2.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 novembre 1998 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles.

Le Ministre-Président,

Ch. PICQUE.

Le Ministre de l'Environnement,

D. GOSUIN

Annexe III

Tableau de la fréquence des analyses des nitrates, nitrites et azotes amoniaux au point des prélèvements repris dans le réseau de surveillance en application de l'article 7, 2°

Volume d'eau produit en milliers de m ³ /jour	Nombre de prélèvements/an
Inférieur à 1	3
1 à 2	3
2 à 10	6
10 à 20	12
20 à 30	18
30 à 60	36
60 à 100	60
supérieur à 100	120

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 novembre 1998 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles.

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE.

Le Ministre de l'Environnement,
D. GOSUIN

Annexe IV

Informations devant figurer dans les rapports visés à l'article 8

Un compte rendu des actions de prévention menées en vertu de l'article 5.

Une carte :

des eaux visées à l'article 4, 1^{er} alinéa, 1° et 2° indiquant, dans chaque cas, lequel des critères mentionnés aux 1° et 2° a été utilisé en vue de cette identification;

des zones identifiées désignées faisant apparaître de manière distincte les zones anciennes et les zones désignées depuis le dernier rapport.

3. Un résumé des résultats de la surveillance exercée en vertu de l'article 7, comprenant un exposé des considérations qui ont conduit à la désignation de chaque zone vulnérable et à toute révision ou ajout apporté à la désignation.

4. Un résumé des programmes d'action élaborés en vertu de l'article 6 et en particulier :

les mesures requises en vertu de l'article 6, § 2;

les informations requises en vertu du point 4 de l'annexe II;

un exposé de la manière dont le point 2 de l'annexe II est appliqué;

un résumé des résultats des programmes de surveillance mise en œuvre au titre de l'article 6, § 3;

les estimations des Etats membres concernant les délais approximatifs dans lesquels on peut s'attendre à ce que les eaux visées à l'article 4, 1^{er} alinéa, 1° et 2° réagissent aux mesures prévues dans le programme d'action, ainsi qu'une indication du niveau d'incertitude que présentent ces estimations.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 novembre 1998 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles.

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE.

Le Ministre de l'Environnement,
D. GOSUIN

Annexe V

Méthodes de mesure de référence

Engrais chimiques

Les composés azotés sont mesurés selon la méthode décrite dans la Directive 77/535/CEE de la Commission du 22 juin 1977 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux méthodes d'échantillonnage et d'analyse des engrais, telle que modifiée par la Directive 89/519/CEE.

Eaux douces, eaux côtières et marines

La concentration de nitrates est mesurée conformément à l'article 4bis, § 3 de la décision 77/795/CEE du Conseil du 12 décembre 1977 instituant une procédure commune d'échange d'informations relative à la qualité des eaux douces superficielles dans la Communauté, telle que modifiée par la décision 86/574/CEE.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 novembre 1998 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles.

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE.

Le Ministre de l'Environnement,
D. GOSUIN

Bijlage I

Code van goede landbouwpraktijken

Te volgen regelen

1. Het is verboden tussen 1 november en 1 maart op gronden die niet met vegetatie bedekt zijn gier en aalt te strooien behalve wanneer de dierlijke mest op de dag zelf van de bemesting wordt ondergewerkt.

2. Wanneer de gemiddelde helling van de grond meer dan 6 % bedraagt, is het verboden gier en aalt te strooien op gronden die niet met vegetatie bedekt zijn behalve wanneer de dierlijke mest op de dag zelf van de bemesting wordt ondergewerkt.

3. Het is verboden een besneeuwde bodem te bemesten.

Het strooien van gier en aalt is verboden op gronden die sedert meer dan 24 uur permanent bevroren zijn.

4. Het is verboden meststoffen te gebruiken op minder dan 10 meter van de kruinlijn van de oevers van een waterloop of van een afvoersloot.

5. Maatregelen ter voorkoming van waterverontreiniging bij het opslaan van dierlijke mest en plantaardige stoffen :

in de boerderijen moet de mest op een waterdicht oppervlak worden opgeslagen en het mestvocht worden opgevangen;

op de velden moet men er bij het opslaan van mest voor zorgen dat er geen gier voorkomt; desnoods moet dit worden opgevangen;

bij de inkuiling van plantaardig afval moet voldoende droge materie worden gebruikt om giervorming te vermijden;

Alle voorzorgmaatregelen worden genomen om mogelijke gier op te vangen;

gier, aalt en mestvocht worden in ondoorlaatbare kuipen zonder overloop opgeslagen teneinde lozingen te voorkomen;

de ondoorlaatbare kuipen moeten het mestvocht van minstens vier maanden kunnen opvangen.

Deze minimale opslagcapaciteit berust op de gegevens van onderstaande tabel :

Gemiddeld productievolume van vloeibare meststoffen voor een viermaandelijke periode :

Categorie	Roosters	Gekluisterde	Vrije stalhou-
	en tralies	stalhouding	ding met halve
	Aalt	Gier	strobekking
			Aalt
	m ³ /per dier		
	/4 maanden		
Melkkoeien	6,0	1,2	3,5
Zoogkoeien (gemiddeld gewicht 650 kg)	5,0	1,0	2,9
Afgedankte koeien	5,0	1,0	2,9
Runderen - 1 jaar (gemiddeld gewicht 125 kg)	1,2	0,25	0,7
Runderen- 1- 2 jaar (gemiddeld gewicht 352kg)	3,0	0,6	1,8
Runderen +2 jaar	5,0	1,0	2,9
Stierkalveren 6-12 maanden	2,4	0,5	1,5
Stierkalveren +1 jaar (gemiddeld gewicht 500kg)	4,8	1,0	2,8
	Roosters	Stro met opvang	
		van de urine	
Mestvarkens	0,5	0,2	
Zeugen in productie	2,1	0,7	
	m ³ /per		
	1.000 dieren		
	/4 maanden		
Legkippen	20-25		
Kippen en kippetjes	20-25		
Ganzen, kalkoenen	30		
Parelhoenders, eenden	20-25		

6. Wijze van bemesting : hoeveelheid en gelijkvormigheid

6.1 Hoeveelheid :

Het bemesten is enkel toegelaten om de fysiologische behoeften van de gewassen te dekken. Te dien einde moeten de behoeften van elk gewas volgens de aanwijzingen in onderstaande tabel in acht worden genomen :

Maximale stikstofhoudende bodembemesting volgens het type bebouwde gewassen

Zonder toevoer van dierlijke mest of organische stikstof

Gewas	Minerale stikstof (kg per ha/jaar)
Bieten	180
Maïs	180
Koolzaad	225
Aardappelen	225
Wintertarwe	170
Lentegraangewassen	100
Wintergerst	170
Cichorei	30
Vlas	60
Bonen	50
Erwten	30
Spontaan braakland	0

Met toevoer van dierlijke mest

Gewas	Organische stikstof (kg per ha/jaar)	Minerale stikstof (kg per ha/jaar)
Bieten	210	120
Maïs	210	120
Koolzaad	185	145
Aardappelen	185	145
Wintertarwe		150
Lentegraangewassen		80
Wintergerst		160
Cichorei		0
Vlas		50
Bonen		40
Erwten		0
Spontaan braakland		0

Wanneer er mestproductie is, kan men een jaarlijkse toevoer van 12 tot 13 t per ha en per jaar als normaal beschouwen. Deze mesttoevoer gebeurt meestal in één keer in het begin van de vruchtwisselcyclus, met name in het geheel circa 40 t voor een driejarige wisseling, wat in geval van bemesting met een gemiddelde toevoer van 200-210 kg per ha/3 jaar organische stikstof overeenstemt.

Dezelfde hoeveelheid stikstof kan ook met 45 t runderaalt, 35 t varkenslaot ofwel 22 t aalt van pluimvee worden bereikt.

Maximale stikstofhoudende bodembemesting op maai- en grasweiden

In weiden wordt de toevoer van een hoeveelheid dierlijke mest overeenkomend met 200 kg/ha stikstof gevolgd door verscheidene tussentijdse strooibeurten van 40 tot 50 kg/ha minerale meststoffen, waarbij men een totale hoeveelheid van 350 kg/ha/jaar niet mag overschrijden.

De overeenstemming van de stikstofproductie in dierlijke mest per categorie dieren gebeurt op basis van onderstaande tabel :

Categorie dieren	kg N/kop/jaar
Runderen :	
Melkkoeien	99.00
Zoogkoeien	73.00
Afgedankte koeien	73.00
Runderen (0 to 1 jaar)	14.00
Runderen (1 tot 2 jaar)	37.00
Runderen van meer dan 2 jaar	73.00
Stierkalveren (6 tot 12 maanden)	28.00
Stierkalveren (1 jaar of meer)	56.00
Varkens :	
Mestvarkens	11.60
Zeugen in productie	32.40
Pluimvee :	
Legkippen	0.56
Kippen en kippetjes	0.24
Vleeskippen	0.43
Reproductiehanen	0.43
Eenden, ganzen, kalkoenen	0.81
Parelhoenders	0.51
Schape en geiten :	
jonger dan 1 jaar	13.20
ouder dan 1 jaar	26.40
Konijnen :	
Voedsters	3.60
Paardachtigen	63.00

6.2. Gelijkvormige verspreiding :

De bouw- en regeleigenschappen van het bemestingmateriaal en de staat waarin het verkeert moeten een regelmatige verspreiding van de meststoffen verzekeren.

Het strooimateriaal is in goede staat van werking en wordt slechts met strenge inachtneming van de door de constructeur toegestane hoeveelheden en strooibreedtes gebruikt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 november 1998 betreffende de bescherming van het water tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen.

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu,
D. GOSUIN

Bijlage II

Maatregelen die in de actieprogramm's moeten worden opgenomen

1. De maatregelen bepalen ondermeer :

1) de periodes waarin het strooien van bepaalde soorten meststoffen verboden is;

2) de capaciteit van de voor opslag van dierlijke mest bestemde kuipen; die moet groter zijn dan de capaciteit die nodig is voor de opslag gedurende de langste periode van verbod op de bemesting in de kwetsbare zone behalve indien bewezen kan worden dat de dierlijke mest die de werkelijke mestopslagcapaciteit overschrijdt, afgevoerd zal worden zonder het milieu aan te tasten;

3) de beperking van de bemesting volgens de Code van goede landbouwpraktijken, met inachtneming van de eigenschappen van de betrokken kwetsbare zone, met name :

- a) bodemgesteldheid, grondsoort en schuinite van de hellingen;
 - b) weersomstandigheden, neerslag en irrigatie;
 - c) bodemgebruik en landbouwpraktijken, waaronder vruchtwisselingssystemen;
- op basis van een balans tussen

i) de te verwachten stikstofbehoeften van de gewassen en

ii) de stikstoftoevoer naar de gewassen uit de bodem en uit bemesting neerkomend op :

- de hoeveelheid stikstof die in de bodem aanwezig is op het ogenblik waarop het gewas deze stikstof in belangrijke mate begint te gebruiken (overblijvende hoeveelheden aan het einde van de winter);
- de stikstoftoevoer door de nettomineralisatie van de voorraden organische stikstof in de bodem;
- de toevoeging van stikstofverbindingen uit dierlijke mest;
- de toevoeging van stikstofverbindingen uit kunstmest en andere meststoffen.

2. Deze maatregelen garanderen dat de jaarlijkse bemesting, met inbegrip van wat de dieren zelf voortbrengen, voor elk landbouw- of veehouderijbedrijf een bepaalde hoeveelheid per hectare niet overschrijdt.

De opgelegde hoeveelheid per hectare is de hoeveelheid mest die 170 kg stikstof bevat.

Er dient nochtans opgemerkt dat :

a) voor het eerste vierjarig actieprogramma een hoeveelheid dierlijke mest met 210 kg stikstof kan worden toegestaan;

b) gedurende en na het eerste vierjarig actieprogramma andere hoeveelheden dan de voormelde mogen worden vastgelegd. Deze hoeveelheden moeten zo worden vastgesteld dat geen afbreuk wordt gedaan aan het bereiken van de in artikel 2 bedoelde doelstellingen en ze moeten worden gemotiveerd aan de hand van objectieve criteria, met name :

- lange groeiperiodes
- gewassen met hoge stikstofopname;
- hoge nettoneerslag in de kwetsbare zone;
- bodems met een uitzonderlijk hoog denitrificatievermogen.

3) De onder punt 2 bedoelde hoeveelheden kunnen worden berekend naargelang van het aantal dieren.

4) Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest brengt de Europese Commissie op de hoogte van de wijze waarop punt 2 wordt toegepast.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 november 1998 betreffende de bescherming van het water tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen.

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu,
D. GOSUIN

Bijlage III

Tabel ter aanduiding van de analysefrequentie van nitraten, nitrieten en ammoniumstikstof op de plaatsen van monsterneming die met toepassing van artikel 7, 2° tot het controlenet behoren

Geproduceerd watervolume in duizenden m ³ per dag	Aantal monsternemingen/jaar
minder dan 1	3
1 tot 2	3
2 tot 10	6
10 tot 20	12
20 tot 30	18
30 tot 60	36
60 tot 100	60
meer dan 100	120

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 november 1998 betreffende de bescherming van het water tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen.

De Minister-Voorzitter,

Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu,

D. GOSUIN

Bijlage IV

Informatie die moet worden opgenomen in de in artikel 8 bedoelde verslagen

1. Een verslag over het krachtens artikel 5 gevoerde preventiebeleid.
2. Een kaart waarop het volgende is aangegeven :
 - a) de in artikel 4, eerste lid, 1° en 2° bedoelde wateren waarbij voor elk soort water wordt vermeld welke onder punt 1 en punt 2 opgesomde criteria voor de identificatie gebruikt werd;
 - b) de ligging van de afgebakende kwetsbare zones, onderscheiden naar bestaande zones en zones die sedert het vorige verslag zijn aangeduid.
3. Een overzicht van de krachtens artikel 7 verkregen controleresultaten met inbegrip van een uiteenzetting van de overwegingen die hebben geleid tot de aanduiding van elke kwetsbare zone of tot herziening of aanvulling van de lijst van kwetsbare zones.
4. Een overzicht van de overeenkomstig artikel 6 opgestelde actieprogramma's en met name van :
 - a) de krachtens artikel 6, § 2 , vereiste maatregelen;
 - b) de krachtens bijlage II, punt 4 , vereiste informatie;
 - c) een uiteenzetting van de wijze waarop bijlage II, punt 2, wordt uitgevoerd;
 - d) een overzicht van de resultaten van de overeenkomstig artikel 6, § 3 , uitgevoerde controleprogramma's;
 - e) de veronderstellingen van de Lid-Staten omtrent de vermoedelijke termijn waarbinnen de maatregelen in het actieprogramma naar verwachting effect zullen hebben op de overeenkomstig artikel 4, eerste lid, 1°, 2°, bedoelde wateren, met een indicatie van een onzekerheidsfactor in die veronderstellingen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 november 1998 betreffende de bescherming van het water tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen.

De Minister-Voorzitter,

Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu

D. GOSUIN

Bijlage V

Referentiemeetmethodes

Kunstmest

Stikstofverbindingen worden gemeten met behulp van de methode beschreven in Richtlijn 77/535/EEG van de Commissie van 22 juni 1977 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lid-Staten inzake de bemonsterings- en analysemethoden voor meststoffen, zoals gewijzigd bij Richtlijn 89/519/EEG.

Zoet water, kustwater en zeewater

De nitraatconcentratie wordt gemeten overeenkomstig artikel 4bis, § 3 van beschikking 77/795/EEG van de Raad van 12 december 1977 tot instelling van een gemeenschappelijke procedure voor de uitwisseling van informatie over de kwaliteit van zoet oppervlaktewater in de Gemeenschap, als gewijzigd bij beschikking 86/574/EEG.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 november 1998 betreffende de bescherming van het water tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen.

De Minister-Voorzitter,

Ch. PICQUE

De Minister van Leefmilieu,

D. GOSUIN